Le panoptisme nouveau est-il arrivé ?

Les politiques sociales et sécuritaires actuelles à l'épreuve de la théorie de Foucault

Philip Milburn

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/leportique/621>

DOI : [10.4000/leportique.621](https://doi.org/10.4000/leportique.621)

ISSN : 1777-5280

Éditeur

Association "Les Amis du Portique"

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

ISSN : 1283-8594

Référence électronique

Philip Milburn, « Le panoptisme nouveau est-il arrivé ? », *Le Portique* [En ligne], 13-14 | 2004, mis en ligne le 15 juin 2007, consulté le 25 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/leportique/621> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.621>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mars 2021.

Tous droits réservés

Le panoptisme nouveau est-il arrivé ?

Les politiques sociales et sécuritaires actuelles à l'épreuve de la théorie de Foucault

Philip Milburn

« Les anneaux d'un serpent sont encore
plus compliqués que les trous
d'une taupinière ».
Gilles Deleuze.

- 1 La critique de la société disciplinaire qu'avait formulée Michel Foucault au cours des années 1970 avait entraîné derrière elle, outre le mouvement militant contre les prisons autour du GIP, un courant de recherches sur les thématiques du contrôle social. Ce type d'approche s'est considérablement émoussé au cours des décennies suivantes, avec le déclin du grand paradigme structuraliste et l'émergence des approches de type constructiviste. Pour ce qui concerne la prison et les politiques pénales, l'avènement d'un gouvernement de gauche en 1981 a contribué à « humaniser » le milieu carcéral et à trouver des alternatives à l'incarcération, éclipsant de la sorte les objets de la critique.
- 2 Toutefois, cette période n'a été que de courte durée : la décennie 1990 a vu se renforcer la répression et la population carcérale ne cesse d'augmenter, au point que, en 2002, un rapport parlementaire – réunissant dans ses conclusions les députés et sénateurs de divers bords politiques – tire la sonnette d'alarme sur les conditions déplorables de détention et appelle à une évolution radicale de cette institution. Aussi, compte tenu de cette conjoncture, nous proposons de nous interroger sur la pertinence de la lecture analytique que faisait M. Foucault, notamment avec *Surveiller et punir*¹, dans le contexte qui est le nôtre vingt ans après sa disparition.
- 3 Une telle interrogation comporte plusieurs déclinaisons. Il s'agit tout d'abord de se demander si la grille de lecture qu'il proposait est toujours adaptée, compte tenu de l'évolution des connaissances et de celle des phénomènes envisagés. Dans la mesure où l'on considère que ces évolutions en matière de formes d'exercice du pouvoir pénal, en

tant que parangon du pouvoir social, ne constituent pas un retour *au statu quo ante*, il est indispensable de considérer quelle place leur attribuer dans une lecture « foucauldienne » de la pénalité moderne. Enfin, ces interrogations passent par un examen de la réception des référents théoriques de M. Foucault chez les différents observateurs contemporains des phénomènes en question.

1. La critique du contrôle social : nature et effets

- 4 Sans entrer dans une discussion, encore moins une exégèse, des schèmes théoriques, on se contentera ici d'en rappeler les principaux éléments qui ont été retenus par les chercheurs. M. Foucault examine les « figures de technologie politique » propre à une époque, celle qui s'amorce avec les Lumières et la pensée politique moderne d'auteurs comme Bentham ou Beccaria. Cette période correspond à une *épistémè*² qui se concrétise dans la structure politique (pouvoir). Celle-ci s'appuie sur la connaissance (savoir) qui se développe dans les sciences humaines. Deux concepts majeurs sont principalement retenus pour caractériser ces figures de technologie du pouvoir : celui de « quadrillage disciplinaire » et celui « d'économie des illégalismes ». La prison est prise par Foucault comme la forme paradigmatique de la peine, en tant qu'elle constitue un « dispositif disciplinaire » et qu'elle permet de normaliser les comportements, de les trier en termes de légalité.
- 5 Cette critique structurale des technologies de formation de l'ordre social et de l'ordre moral a servi de cadre théorique à de nombreuses recherches en sciences sociales dans les années qui ont suivi la publication de *Surveiller et punir* (1975). Il s'est ainsi vu appliquer à plusieurs objets de l'action publique tels que la protection des mineurs (Donzelot, Meyer), la prévention de la délinquance (Lascoumes), la protection sociale (Ewald) ou les institutions et professions « psy » (Castel, Deleuze et Guattari), et la liste n'est pas exhaustive³.
- 6 Ainsi, au-delà de l'économie pénale, l'ensemble des politiques sociales et sanitaires sont considérées comme participant d'un processus d'instauration et de reproduction de l'ordre social et moral, y compris et peut-être surtout dans son intention bienfaitrice et philanthropique. L'idéologie bienveillante de l'action sociale masquerait de la sorte la réalité enfouie d'un dispositif structural et politique de normalisation de la société. La parution d'un numéro de la revue *Esprit* dès 1972 consacré au travail social fut sans doute la première publication à diffuser largement cette approche critique.
- 7 Une telle critique du contrôle social initiée par l'œuvre et les concepts de M. Foucault a connu progressivement un impact important parmi les acteurs du travail social⁴ mais aussi dans la pensée politique. Ainsi, les « dispositifs » élaborés à partir de 1981 en matière de politique publique, que ce soit en matière pénale, sanitaire ou sociale, sous l'impulsion notamment des gouvernements de gauche en France, ont entrepris de tenter de dépasser les effets d'un contrôle social visant à normaliser la société dans une dynamique disciplinaire.
- 8 Cette nouvelle conception de l'exercice du pouvoir participe d'un idéal démocratique où les citoyens – usagers, professionnels, élus locaux, bénévoles, experts, etc. – doivent contribuer à définir les modalités des dispositifs de politique publique dans le cadre d'instances transversales et partenariales : CCPD, DSQ, réseaux ville-hôpital, etc.⁵ Certes, la prison n'entre pas dans cette logique d'*aggiornamento* (que connaît la psychiatrie, par exemple⁶), mais l'idéal d'en « finir avec les prisons » se traduit par l'apparition de certains dispositifs alternatifs, tels que le « travail d'intérêt général », et par un effort « d'humanisation » des prisons.

- 9 Aussi la critique foucaldienne des technologies disciplinaires a-t-elle contribué à infléchir les politiques publiques dans les domaines de la sécurité et de l'action pénale, de la protection sociale, de l'intervention psychologique et psychiatrique, et même dans les politiques de l'aménagement urbain considérées également comme des vecteurs d'imposition d'un certain ordre social. Et il faudrait sans doute s'interroger sur les considérations qui ont conduit à transformer les procédures de production industrielle pour les faire sortir du taylorisme et contribué à légitimer les formes du travail « déstandardisé »⁷.
- 10 On ne saurait attribuer ces transformations à la seule réception de la théorie de M. Foucault, mais elle constitue sans doute, notamment dans certains secteurs comme celui du pénal et du social, l'une des références majeures de la critique institutionnelle sur lesquelles elles se sont appuyées. Mais si cette critique a contribué à initier certaines réformes politiques dans les années 1980, qu'en est-il au cours des décennies suivantes ? Pour ce qui concerne les politiques sociales et pénales qui nous occupent ici, il semble que, depuis 1995, en France, une inflexion inverse se soit dessinée.
2. Le retour du contrôle social : quelles technologies ?
- 11 Cette période semble en effet marquée, selon les observateurs de ces secteurs de l'action publique, par un renforcement d'une orientation répressive des politiques pénales et un reflux des politiques de protection sociale. Ces deux tendances seraient en outre liées dans la mesure où la diminution des filets de protection sociale accroît les situations générant des illégalismes parmi les populations « marginalisées », « précarisées » ou en situation « d'exclusion ». Ainsi, l'action répressive constituerait de ce point de vue une réponse palliative aux effets des déficiences de la politique sociale.
- 12 Un tel processus de « pénalisation du social » serait inhérent, selon ses analystes, à une politique du libéralisme économique, visant à diminuer les coûts sociaux et à renvoyer uniquement à la responsabilité individuelle comme principe de citoyenneté. Les tenants d'une telle critique des transformations récentes des politiques publiques en la matière sont à chercher parmi les héritiers de l'approche structuraliste classique, prompt à identifier derrière les rhétoriques idéologiques des politiques et des États des logiques de domination et de pouvoir. Ainsi, des auteurs français tels que L. Wacquant ou L. Bonelli⁸ inscrivent cette analyse dans le courant théorique initié par P. Bourdieu. Les criminologues belges développent de leur côté une critique semblable sans toutefois se référer explicitement aux constructions théoriques ou aux concepts élaborés par M. Foucault sur ces questions⁹.
- 13 Comment expliquer un tel désintérêt alors même que ces travaux se situent dans une perspective critique des logiques de pouvoir et de domination inhérentes aux processus observés ? Sans doute parce que le modèle foucaldien a contribué à mettre en cause les politiques sociales comme élément de maintien de l'ordre social alors qu'elle apparaissent aujourd'hui comme devant être sauvées face aux excès prêtés à la politique libérale. Il a en quelque sorte rendu la critique des politiques pénales et sociales consubstantielle.
- 14 C'est par conséquent dans la littérature anglophone qu'il faut trouver la référence à Foucault dont l'œuvre a été découverte et a connu un succès plus tardivement dans les sciences humaines aux USA et au Royaume-Uni, où par conséquent on ne conserve pas de mémoire de la critique du travail social. Le travail de David Garland¹⁰, l'un des principaux théoriciens de la nouvelle critique du pénalisme contemporain, paraît exemplaire dans la reprise de la méthode de M. Foucault. Dans son ouvrage, intitulé de

manière significative « *The Culture of Control, Crime and Social Order in Contemporary Society* », il entreprend de mettre au jour les logiques participant de ce qu'il nomme la « modernité tardive » (*late modernity*) en la matière.

- 15 Il dégage, dans le retour de la logique répressive, des fondements structurels qui ne sauraient se résumer à un simple retour à une pénalité strictement rétributive et à une conception classique et morale de l'ordre social. Cette culture néo-moderne du contrôle social correspond à une économie des illégalismes, à une *épistémè* criminologique ainsi qu'à une certaine technologie du pouvoir, toutes relativement inédites et propres à la contemporanéité qui s'est installée au cours des deux dernières décennies.

Une économie des illégalismes

- 16 Dans l'idéologie qui sous-tend et oriente les politiques publiques contemporaines de sécurité, ce n'est plus le principe de respect de la hiérarchie sociale et politique qui articule cette économie, mais celui des risques sociaux encourus par les victimes en fonction de la nature de leur vulnérabilité ¹¹. Il ne s'agit plus tant de maintenir un ordre hiérarchique de l'édifice social, mais de préserver les principes organisationnels d'une société complexe reposant sur des rapports socio-économiques rendus fragiles et instables par cette complexité.

- 17 Ainsi les illégalismes sont-ils évalués en fonction du tort occasionné aux victimes, selon qu'il s'agit d'acteurs économiques soumis aux risques de vol, d'enfants ou de femmes subissant des sévices sexuels ou d'agents publics exposés aux violences. Ils ne ressortissent plus à une logique de l'ordre public qui anime en principe le droit pénal français, mais résultent davantage de la convergence d'une série d'« ordres » privés, chacun doté de sa conception de la sécurité en fonction d'une gestion des risques. C'est cette logique de « victimation » qui oriente la distribution des crimes, des peines et par conséquent des délinquants pris dans la nasse du système pénal ¹².

- 18 Le contrôle social ne répondrait plus simplement aux nécessités d'une structuration verticale et hiérarchique de l'ordre social, mais à celles d'une organisation horizontale des intérêts privés, souvent économiques mais également sociaux (espace urbain, espace institutionnel, espace familial, etc.).

Une « criminologie de la vie quotidienne »

- 19 Cette économie des illégalismes correspond à une conception du crime qui s'inscrit en rupture assez radicale par rapport à celle dont Foucault a identifié la naissance avec l'apparition de la criminologie moderne des « réformateurs » initiée par Beccaria et quelques autres. Cette dernière s'appuyait essentiellement sur le principe d'une délinquance inhérente à la personne, amendable par l'évolution de sa personnalité. Les sciences humaines ont décliné au cours des siècles différentes conceptions de cette « personnalité » qu'il convenait de « moraliser » en vue de restaurer l'ordre social, ce que pointe la critique de l'orthopédie morale développée par Foucault.

- 20 Selon D. Garland, la conception contemporaine se serait débarrassée de ces principes pour se concentrer sur la rationalité utilitaire de l'acteur social. Les actes délictueux résultent, de ce point de vue, d'un calcul d'intérêt et de risques et ce sont par conséquent les situations qui doivent faire l'objet d'un traitement socio-politique et non les personnes. Les illégalismes ne peuvent être attribués à une catégorie de la population représentant un danger collectif et méritant un traitement de resocialisation quelconque (par le biais de politiques sociales, par exemple), mais peut provenir de tout citoyen placé dans une position où son intérêt à commettre une infraction peut prendre le pas sur celui du respect la loi. De ce point de vue, *la peine doit*

représenter un risque pour le contrevenant potentiel. D'où une conception davantage quantitative de la sanction.

- 21 Reste un certain nombre de crimes « odieux », moralement répréhensibles et surtout irrationnels d'un point de vue utilitaire. Ceux-là sont renvoyés, selon Garland, à une « criminologie de l'autre » qui considère l'acte comme relevant d'une forme de barbarie à la lisière de l'humanité et participant principalement d'explications biologiques. La logique du risque laisse alors la place à celle du danger : il convient de protéger la société d'individus dont les actes ne sont pas contrôlables et ne sauraient être amendés car surdéterminés par des forces naturelles. La peine vise donc à mettre à l'écart de la société le plus longtemps possible (voire condamner à mort aux USA) les auteurs de tels crimes, par surcroît s'ils sont récidivistes.

3. Les nouvelles technologies du pouvoir

- 22 Quelles techniques de « surveillance et de punition » résultent de ce schéma ? Quels sont les principes qui animent les politiques publiques de sécurité et de pénalisation dans un tel contexte ?
- 23 D'une part, la prison perd le caractère que M. Foucault y avait vu : celle d'une instance idéal-typique de moralisation et de surveillance disciplinaires. « La prison contemporaine n'est plus qu'une solution pénale clés-en-main au nouveau problème d'exclusion sociale et économique » écrit Garland ¹³. Derrière le recours massif auquel on assiste, la prison tend à devenir un vestige du point de vue des principes qui l'animaient et devient un espace de confinement et un pur mode de coercition pénale. La lourdeur des peines s'explique davantage par une nécessaire manifestation de la puissance de la force publique de l'État – équivalente à la « politique de l'effroi » que M. Foucault voyait dans la publicité du supplice – que par une croyance dans son efficacité rétributive.
- 24 C'est dans les politiques de sécurité publique qu'il faut chercher les indices des structures contemporaines du contrôle social. Elles reposent essentiellement sur deux principes que sont la *responsabilisation* et le *réseau local*. La responsabilisation des acteurs sociaux face aux risques du crime doit leur permettre de développer des outils de protection dont ils sont les maîtres, voire les initiateurs. Il en est ainsi des dispositifs de « surveillance communautaire » développés dans les quartiers au Royaume-Uni. Sont également responsabilisées de la sorte toutes les agences privées exposées à ces risques, y compris le simple citoyen amené à se prémunir contre les situations susceptibles de provoquer des infractions : c'est le principe de la « prévention situationnelle ». Les services de police doivent être suffisamment responsables (« *accountable* ») pour développer des dispositifs spécifiques adaptés aux problèmes localisés de sécurité publique : c'est la technique dite de « résolution de problèmes ». Les citoyens sont invités à participer au système de justice pénale « communautaire » en prêtant leur concours dans divers comités (« *panels* »), comme par exemple pour régler les situations de certains mineurs délinquants ¹⁴. Enfin, la responsabilité des victimes et même des auteurs d'infraction est invoquée comme facteur de résolution des situations de délinquance dans le cadre de la « justice restaurative », matérialisées par des dispositifs de médiation et de réparation. Plus largement, l'adhésion et le consentement des condamnés sont régulièrement sollicités comme moteur de leur reclassement : c'est le cas pour les peines de TIG, mais aussi pour les aménagements de peine (CPA, PEP) ¹⁵.

- 25 La seconde rationalité dominante tient dans la mise en réseau des acteurs ainsi responsabilisés au niveau local. La rhétorique du « partenariat » a ainsi pénétré les politiques de sécurité et de justice pénale et se traduit par la multiplication de dispositifs de mise en réseau. Ainsi en France, aux CCPD ont succédé les « GLTD » puis les « CLS »¹⁶ réunissant les acteurs de la sécurité autour des élus locaux afin de déterminer des réponses spécifiques aux problèmes locaux. Parmi ces réponses se trouvent par exemple des « Maisons de justice et du droit » (MJD) hébergeant acteurs judiciaires et associatifs. Mais il n'est pas rare que ces dispositifs se résument à un réseau de caméras de surveillance des espaces considérés « à risques ».
- 26 Plus récemment, plusieurs textes de loi ont placé les maires au centre d'un réseau d'informations dont ils seront destinataires sur les situations criminelles – réelles ou potentielles – dans leur commune. L'extension des systèmes de fichiers ADN et autres STIC¹⁷ participent plus largement de cette mise en réseau de l'information criminelle, d'un quadrillage réticulaire non plus des populations dangereuses, mais des situations de risque.
- 27 Il apparaît donc que les analyseurs du contrôle social proposés par M. Foucault restent opératoires pour décrypter les rationalités qui structurent les politiques pénales contemporaines qui s'installent dans la plupart des pays occidentaux. Il faut toutefois concevoir un changement d'*épistémè* lisible dans les dispositifs de pouvoir. Il serait erroné de voir dans le renforcement de l'action répressive des États un simple retour à une forme de contrôle par la discipline, la normalisation et l'imposition sur les corps de la puissance du souverain.
- 28 Le quadrillage disciplinaire semble laisser la place à une forme plus subtile de surveillance et de punition. Elle repose principalement sur la *souveraineté du sujet* et sur un *quadrillage réticulaire*, où l'imposition laisse la place au consentement et à la persuasion, où le caractère hiérarchique et vertical de la discipline s'efface au profit de l'enchâssement horizontal du réseau.
- 29 Ces propositions théoriques peuvent en outre servir de socle à une analyse des politiques sociales contemporaines, qui loin de disparaître au profit du pénal, se déplacent et se recomposent autour de logiques équivalentes, fondées sur le contrat (RMI, PARE, etc.) et les « magistratures » locales du social (commissions d'attribution).
Vers une société de contrôle ?
- 30 G. Deleuze avait dès 1990 pressenti une telle évolution dans un texte éblouissant de prescience où il suggère que les sociétés disciplinaires laissent la place à des « sociétés de contrôle », conditionnées par le contrôle et la diffusion de l'information. « Les enfermements sont des moules, des moulages distincts, mais les contrôles sont une modulation, comme un moulage auto-déformant qui changerait, d'un instant à l'autre, ou comme un tamis dont les mailles changeraient d'un point à un autre¹⁸ ». Ce nouveau régime de l'ordre social se décline, à l'instar des sociétés disciplinaires, dans différents régimes : celui de l'école, de l'hôpital, de l'entreprise¹⁹. Voilà un programme de recherche qui attend ses développements.
- 31 Aussi l'évocation récurrente de l'avènement de *Big Brother* comme forme contemporaine de surveillance de la société tel que décrit par G. Orwell dans 1984 renvoie en réalité au modèle disciplinaire, centralisé et hiérarchisé, personnalisé et normalisant. L'examen détaillé des formes nouvelles du panoptisme évoque davantage les « Précogs » que Philip K. Dick décrit dans sa nouvelle intitulée *Minority Report* : ce

sont des mutants dotés de « précognition », qui anticipent les crimes et font condamner ceux qui s'apprêtent à les commettre.

ANNEXES

Compte rendu des discussions

Judith Revel rappelle qu'il y a en permanence chez Foucault (en particulier dans les archives du GIP) le refus d'une politique de réforme. Il ne sert à rien de chercher l'amélioration du bien-être matériel sans toucher à la structure même de la prison. Philip Milburn signale que si Foucault ne voulait pas que sa pensée soit appropriée pour changer la société, il reste qu'elle s'est largement diffusée dans l'ordre social. Philip Milburn insiste plus particulièrement sur le fait que Foucault a éclairé la réalité et ses structures sous-jacentes. Joëlle Strauser propose de distinguer le refus du réformisme et le refus de l'action. La question à poser à Foucault serait alors de savoir quelle action il est possible de mener à partir de Foucault.

NOTES

- 1.. Pour la commodité de lecture, nous noterons cet ouvrage SP dans le suite du texte.
- M. FOUCAULT, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- 2.. Voir M. FOUCAULT, *Les Mots et les Choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966 et SP, p. 312.
- 3.. J. DONZELOT, *La Police des familles*, Paris, Minuit, 1977 ; Ph. MEYER, *L'Enfant ou la Raison d'État*, Paris, Seuil, 1977 ; P. LASCOUMES, *Prévention et contrôle social*, Paris, Masson, 1978 ; R. CASTEL, *L'Ordre psychiatrique, L'âge d'or de l'aliénisme*, Paris, Minuit, 1976 ; G. DELEUZE et F. GUATTARI, *L'Anti-Œdipe*, Paris, Minuit, 1972.
- 4.. P. BOIRAL et P. VALARIÉ, « Le contrôle social : pratiques symboliques et pratiques sociales » in F. BAILLEAU, N. LEFAUCHEUR, V. PEYRE [dir.], *Lectures sociologiques du travail social*, Paris, Éditions ouvrières, 1985, p. 45-59.
- 5.. CCPD : « Conseils communaux de prévention de la délinquance », DSQ : « Développement social des quartiers ».
- 6.. Sur ce point, voir R. CASTEL, *La Gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*. Paris, Minuit, 1982.
- 7.. Sur ce point, voir U. BECK, *La Société du risque*, Paris, La découverte, 2002.
- 8.. Voir par exemple, L. WACQUANT, *Les Prisons de la misère*, Paris, Liber, 2000.
- 9.. Voir notamment : Ph. MARY [dir.], *Délinquance et insécurité en Europe. Vers une pénalisation du social ?*, Bruxelles, Bruylant, 2001.
- 10.. D. GARLAND, *The Culture of Control. Crime and Social Order in Contemporary Society*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- 11.. Voir U. BECK, *op. cit.*
- 12.. D. GARLAND, *op. cit.*, p. 143.
- 13.. *Ibid.*, p. 199.

- 14.. A. CRAWFORD, *The Local Governance of Crime. Appeals to Community and Partnerships*, Oxford, Oxford University Press, 1999.
 - 15.. TIG : Travail d'intérêt général ; PEP : Projet d'exécution de peine ; CPA : Centre pour peines aménagées.
 - 16.. GLDT : Groupes locaux de traitement de la délinquance ; CLS : Contrats locaux de sécurité.
 - 17.. Les fichiers d'ADN rassemblent les identifiants génétiques des criminels sexuels, le STIC est un fichier de police cumulant des informations sur tous les citoyens impliqués dans une affaire délictuelle ou criminelle, y compris les victimes et les prévenus relaxés. Dans certains états des USA, les casiers judiciaires sont rendus publics sur internet.
 - 18.. G. DELEUZE, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *Pourparlers*, Paris, Minuit, 1990, p. 242.
 - 19.. *Ibid.*, p. 246.
-

RÉSUMÉS

La théorie de Foucault en matière de critique du contrôle social a fortement marqué l'analyse des politiques publiques de divers secteurs (justice, social, psychiatrie) au cours des années 1970. Mais elle a paradoxalement perdu de son efficacité scientifique en se diffusant dans le corps social. Or, depuis au moins une décennie, une tendance « répressive » des politiques de l'État se développe, qui est analysée comme une « pénalisation du social » liée aux choix d'une politique libérale dans les pays occidentaux. Mais s'agit-il là d'un simple retour des modalités de contrôle social que Foucault et ses élèves avaient identifiées ou doit-on y voir l'émergence d'un paradigme inédit du contrôle social dont les caractéristiques restent à décrypter ?

During the 70s in France, Foucault's critical theory on social control had a major impact on the analysis of public policies in various domains (justice, social policies, psychiatry, etc.). But whilst infusing in the social body, it lost some of its critical efficiency. Since the 90s, a repressive trend has risen in State policies in western countries, analysed as a penal response to social issues and as a result from free-market economy policies. But, from Foucault's theory viewpoint, is it to be considered as a mere comeback of the social control processes it had described or are we faced with a new rationale of social control whose traits remain to be deciphered?